

**M. Abbott:** Vous avez une façon si élégante de présenter les choses.

**M. Saltsman:** Si nous n'étions pas à la télévision, je me servais d'un certain terme, mais Radio-Canada pourrait y objecter.

Il n'y avait pas de mesures vraiment précises dans le budget. Il ne renferme ni plan ni stratégie. En fait, le ministre a fait un effort dans son discours du budget pour éviter de devoir recourir à toute stratégie. Il a dit: «Je ne crois pas vraiment à l'existence d'une seule et unique grande stratégie industrielle dans une économie de marché régie par la concurrence.» Quelle économie de marché régie par la concurrence? Il y a une certaine concurrence dans notre marché, mais il devient de plus en plus évident que ce n'est plus une économie de marché régie par la libre concurrence.

Le ministre pense à un siècle qui n'est plus et essaie de résoudre des problèmes dans une société moderne avec des idées périmées et sans vouloir agir et se comporter comme un gouvernement et un ministre devraient le faire. Le message qui se dégage du budget est que le gouvernement d'en face pense ne pouvoir rien faire. Il attend que l'économie américaine se remette. C'est la vieille rengaine de tous les gouvernements au Canada. Ils attendent que les Américains nous sortent du pétrin. L'ennui, c'est que les Américains ont des problèmes aussi graves que les nôtres, et peut-être même plus graves, et n'eussent été les nombreux programmes que mes amis à ma droite et mes amis d'en face qualifient de socialistes, comme l'assurance-chômage, les pensions de vieillesse et les allocations familiales, nous serions en train de traverser une récession pire que celle que nous connaissons maintenant.

Notre économie va très mal. Il y a beaucoup de chômage, et cela est une partie importante du problème, mais au moins il y a un certain coussin. Il reste encore une certaine mesure de pouvoir d'achat pour que la société puisse continuer à vivre. Le gouvernement attend les Américains au lieu de se doter d'une politique indépendante, comme il pourrait faire.

Je sais que beaucoup pensent tant parmi les libéraux que les conservateurs qu'il n'y a vraiment pas grand-chose que nous puissions faire par nous-mêmes et que nous devons attendre la réaction des autres pays. C'est vrai dans une certaine mesure, mais il n'en reste pas moins que nous pouvons faire bien des choses nous-mêmes. Nous devrions analyser nos points forts, et nous en avons beaucoup, et agir indépendamment des autres sociétés.

Au lieu d'accorder autant d'importance à l'exportation—Comme s'il nous fallait exporter pour vivre, et encore une fois il est vrai que l'exportation est nécessaire dans une certaine mesure—nous devrions nous efforcer de remplacer les produits importés. L'Ontario a fait des tentatives en ce sens. On recommande aux manufacturiers de l'Ontario d'observer quels produits nous importons. Nous pourrions fabriquer nous-même la plupart des produits importés. Une stratégie industrielle a pour but la coopération avec le marché et les manufacturiers du Canada. Nous devrions leur dire qu'il existe des produits qu'ils pourraient fabriquer au lieu de les importer, et que ce travail donnerait des emplois et donc ouvrirait des portes aux Canadiens.

Nous traversons une période de chômage élevée et, à moins que le gouvernement ne modifie ses politiques, elle continuera pendant des années. Cependant, si nous regardons un peu plus

loin, dans cinq ou dix ans, nous ne souffrirons plus du chômage mais d'une pénurie de main-d'œuvre. Le gouvernement n'a donc aucune raison de craindre de stimuler l'économie et en fait nous devrions le faire dès maintenant. Nous devrions élargir les infrastructures dont nous avons besoin maintenant.

Dans ses discours, mon chef a souvent signalé des travaux que l'on pourrait entreprendre maintenant ainsi que le nombre d'emplois qui seraient ainsi créés. Par exemple, nous avons besoin d'un programme fédéral-provincial-municipal de grands travaux d'une valeur de 400 millions de dollars. Les 10 premiers ministres provinciaux ont été unanimes à le demander de façon pressante ainsi que la plupart des municipalités. Cela créerait 60,000 nouveaux emplois. Au lieu de cela, on peut lire des articles comme celui du *Globe and Mail* de ce matin, dont voici un extrait:

Les mesures prises par le gouvernement fédéral menaceraient les plans de rénovation des municipalités

«Ottawa cherche à réduire ses dépenses au détriment des municipalités... le gouvernement voudrait nous faire financer ces projets par une hausse de nos impôts fonciers...»

Le gouvernement réduit ses dépenses et le résultat c'est qu'il y aura tout simplement davantage de chômeurs. Le coût de l'assurance-chômage, de l'aide sociale et des autres programmes sociaux augmentera. Étant donné le taux élevé de chômage, c'est le moment ou jamais d'agir. Non seulement nous devrions essayer de remettre les gens au travail, avec tous les avantages matériels et moraux que cela comporte, mais encore nous devrions faire travailler ces gens à des projets utiles pour notre avenir. Il est évident qu'il y a des choses à faire dans les municipalités. Des programmes de rénovation urbaine s'imposent.

Nous avons également suggéré qu'on dépense 500 millions de dollars pour réparer et reconstruire les voies ferrées. C'est ce qu'a recommandé la commission Hall. Tout en créant 70,000 nouveaux emplois, on maintiendrait les voies d'embranchement et on pourrait réparer et moderniser les élévateurs à grain. Cela vaudrait certainement la peine, d'autant plus que nous aurons bientôt de services de transport ferroviaire meilleurs et plus nombreux. Quand le gouvernement va-t-il y songer? Quand nous aurons une pénurie de main-d'œuvre ou maintenant, où nous avons tellement de chômeurs? Il suffit pour cela que le gouvernement montre un peu d'initiative prenne quelques petites mesures fiscales courageuses pour remettre les gens au travail.

Nous avons également proposé d'établir un programme de transport urbain de 300 millions de dollars qui fournirait aux localités urbaines les services de transport dont elles ont besoin et créerait environ 40,000 nouveaux emplois. Un programme spécial de logement de 500 millions de dollars s'impose également pour contrebalancer le déficit du budget d'immobilisations de la SCHL, qui atteignait à peu près ce montant en 1977. Il permettrait de financer les logements sociaux, et les coopératives de logement ainsi que les programmes d'amélioration des quartiers et de remise en état des logements. Cela pourrait créer 70,000 nouveaux emplois dans l'industrie de la construction où le chômage sévit durement. Ces programmes coûteraient environ 1.7 milliard de dollars. Ils permettraient au secteur privé de jouer un rôle actif dans d'importants domaines économiques et de diminuer le taux de chômage. Le gouvernement devrait songer à s'orienter dans cette voie d'au-